

## PRÉFACE

*Le récit passionnant des expériences que Robert Poujade a vécues depuis la fin des années 1950 jusqu'à la mort de Georges Pompidou met en lumière deux personnages d'exception : de Gaulle qu'il vénère, Pompidou qu'il admire.*

*Robert Poujade est honnête par nature et avec l'Histoire qu'il interroge. Ses souvenirs sont précis parce que personnels, ses écrits véridiques. Il a traversé en observateur et en acteur des moments émouvants pour le lecteur, qui sont notre histoire.*

*Il n'était pas dans une relation d'intimité avec aucun des deux. Mais il partageait naturellement et complètement ce que chacun d'eux mettait au centre de la politique : l'État et la France ; une certaine architecture du pouvoir, une identité de la nation.*

*Tout au long de son ouvrage, il évoque la France, et ceux qui l'ont servie. D'abord le Général et le président Pompidou au contact desquels il a défini sa conscience politique et assumé ses responsabilités dans un mouvement qu'il a incarné notamment en mai 1958 et dans les tâches ministérielles auxquelles il a été appelé par la suite. Il cite aussi Michel Debré, grand prêtre de la réforme, Jacques Chaban-Delmas, homme d'action courageux, inventeur de la Nouvelle Société au destin brisé, et d'autres personnalités hors du commun, André Malraux, Alain Peyrefitte, Olivier Guichard, Jacques Chirac.*

*Robert Poujade retrace les événements qui ont jalonné son itinéraire personnel sans prétendre écrire un livre d'histoire. Sa vocation politique remonte à 1940. Elle est liée, dit-il, de façon indiscutable à la débâcle autant qu'à la fierté qu'il éprouvait de la France d'outre-mer peinte en rose sur la carte de l'école, « image tutélaire et émancipatrice ». Un rêve anéanti par deux mois dramatiques qui se terminent par la défaite. En quelque sorte, « enfant humilié », il a été à dix ans « gaulliste » avant l'appel du 18 Juin qu'il n'a d'ailleurs pas entendu.*

*Ses études le mènent à l'École normale supérieure. Il se souvient des camarades avec lesquels il partageait une admiration sans réserve pour le général de Gaulle, espoir de la génération nouvelle. Avec eux, il milite. Il gravit peu à peu en province, à Dijon, les échelons d'un mouvement politique qu'il ne quittera pas, et dont il retrace la vie jusqu'à la mort de Georges Pompidou.*

*Entré dans l'action en janvier 1968 à quarante ans, secrétaire général de l'UDV<sup>e</sup>, jeune parlementaire, il est reçu par le Général qui lui dit : « Eh bien ! Poujade, vous vous êtes fait prier, mais il fallait y aller... », ajoutant : « Il faut faire venir à nous une nouvelle génération... » Sa feuille de route est tracée. Il va la suivre pendant trois ans. Ministre de l'Environnement, il ne quittera son ministère qu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République.*

*Trois moments de ce récit m'ont particulièrement touché. D'abord, l'évocation d'une jeunesse d'après-guerre.*

*Il découvre très tôt ce que lui trace sa vision politique. Il ne rêve de la France qu'à travers la figure du général de Gaulle.*

*Ensuite le récit minutieux de ce qu'il a vu, entendu et fait au cours de ces extraordinaires journées de Mai 68. Peu de récits de ces moments sont aussi précis : il ne dit que ce qu'il a vécu ; aussi vivants parce que haletants ; haletants parce que si peu de temps, quelques jours, quelques heures, ont*

*failli faire basculer l'appareil d'État et enfoncer la France non pas dans l'abîme mais dans un désordre destructeur. Robert Poujade, dans le poste carrefour de secrétaire général de l'UDR, décrit avec un mélange de raison et d'émotion ce que sont les réactions des dirigeants devant ce qui semble échapper à l'action, et son sentiment final : le déroulement implacable des événements laisse parfois à quelques hommes, voire à un homme seul, prise sur l'Histoire.*

*Le troisième moment remarquable est celui de la découverte du pouvoir exposé au jugement des Français que ressent Robert Poujade en deux circonstances différentes, et qu'il raconte avec sa modestie coutumière.*

*En mai 1968, lors de la discussion de la motion de censure déposée par l'opposition, il lui revient d'être le principal orateur parlementaire de la majorité en raison de ses fonctions de secrétaire général du mouvement gaulliste. Son intervention lui vaut de François Mauriac, dans son « Bloc-notes », ce commentaire peu ordinaire : « Entendez-vous s'élever une jeune voix inconnue ? De mon temps, un grand orateur politique, c'était un homme qui disait des choses vagues avec violence. L'éloquence de Robert Poujade prend sa source dans une pensée politique... Cette parole inspirée naît de la jonction d'une pensée et d'une vertu. Il se dépasse lui-même et c'est pourquoi il sera grand, il est grand déjà. »*

*Le 17 février 1971, Jacques Chaban-Delmas, alors Premier ministre, tient un premier conseil interministériel consacré à la nature et à l'environnement, moins de trois semaines après l'entrée de Robert Poujade au gouvernement. Son décret d'attribution venait de paraître. Ainsi naît, au cœur de l'action gouvernementale, le premier et grand ministère de l'Environnement, précurseur de tant de changements dans le regard des hommes sur ce qui les entoure. À l'automne de la même année se tient un conseil restreint à l'Élysée sur l'environnement. On imagine l'émotion du jeune ministre à qui Georges Pompidou avait dit : « Bâtir un ministère, cela sort de l'ordinaire. Ah ! Vous allez*

*apprendre ce que c'est que l'administration ! Vous formerez des hommes, vous créerez un état d'esprit... »*

*Dans les vingt-cinq chapitres de cet ouvrage, l'auteur déploie son génie propre de portraitiste. Il l'exerce en l'appliquant à des personnages qui ont joué un rôle dans son existence. Le plus savoureux est peut-être celui du chanoine Kir, qui fut député-maire de Dijon, doyen de l'Assemblée nationale, et ne faisait pas mine de dételer à quatre-vingt-onze ans. À Malraux qui lui demanda : « Est-ce un vrai curé ? », il répondit que c'était « un curé authentique, qui chagrinaient parfois l'évêché par son peu de souci des hiérarchies ecclésiastiques et sa dérangeante liberté de propos ». Dénué de toute hargne, il décrit son personnage avec ses drôleries et ses qualités.*

*Le portrait d'Edgar Faure, son voisin en Franche-Comté, qu'il a connu dans le mouvement et au gouvernement, témoigne du faible sincère qu'il avait pour celui qu'il appelle « Ulysse aux milles tours ». Edgar Faure lui avait appris beaucoup de choses utiles dans la vie politique, et Robert Poujade lui témoignait une admiration déférente, mais prudente. Il évoque aussi les rapports entre le général de Gaulle et Edgar Faure. Celui-ci, raconte Poujade, admirait chez le Général « une capacité de prévoir et d'anticiper les changements de temps à travers une météorologie de très haute atmosphère », et le Général le considérait « comme un animal politique très doué, de fiabilité aléatoire, avec plus de rouerie que de perfidie, plus de capacité d'escapades que de virtualités de trahison ».*

*Raymond Marcellin est évoqué avec perspicacité en quelques lignes rapides : « La République avait un gardien vigilant et soupçonneux en la présence de Raymond Marcellin... Ce républicain extrêmement indépendant était à lui-même son propre maître... Un jour où il me ramenait chez moi de Beauvau, il me dit : "Tu ne voudrais pas qu'on s'arrête un instant rue de Lille ? J'aimerais voir à l'intérieur à quoi ça ressemble un vrai parti..." »*

*D'autres portraits, ceux de Jobert et de Balladur, sont plutôt des esquisses. Il écrit : « Michel Jobert, petit homme sec au visage chiffonné, nostalgique d'une enfance marocaine, était venu libérer la France avec "les Africains qui revenaient de loin". Ses silences étudiés étaient traversés parfois d'élan révélateurs de parler vrai, incisif et même brutal... » De Jobert comme de Balladur, il écrit aussi : « Ces deux hommes avaient en commun le sens de l'État, une conception exigeante du service public... Ils s'appliquaient sans dérives personnelles à servir de relais entre l'Élysée, Matignon et les ministères, plus soucieux d'amortir les conflits que de faire battre les montagnes... »*

*Robert Poujade parle longuement de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, avec amitié, un soupçon d'indulgence, mais conclut subtilement par un jugement nuancé et pénétrant : « Jacques Chaban-Delmas, extraverti ostentatoire, infiniment plus introverti et secret qu'en apparence, et qui, tenu par une bonne part du monde politique comme un tacticien adroit mais commode et ductile, était un homme énergique et volontaire avec de belles capacités d'entêtement et en fait beaucoup plus autoritaire qu'on ne l'imaginait... un homme au caractère trempé et résolu. » Il analyse ensuite avec lucidité la période de divergence et de désenchantement de Chaban-Delmas avec Pompidou. L'échec de l'ouverture que proposait le discours sur la Nouvelle Société, et la lente et silencieuse éviction d'un Premier ministre que presque tous aimaient.*

*De Georges Pompidou, pas plus que de Charles de Gaulle, par pudeur, il ne se risque à peindre de portrait. Son allégeance à ces deux hommes ne s'accommode pas d'un tel exercice. Avec émotion, il dit simplement de Georges Pompidou, après sa mort : « Je reste persuadé que le pays a beaucoup perdu à ce septennat écourté, à cette vie interrompue, à ces longs mois de calvaire stoïquement supportés pendant lesquels il n'a pu donner toute sa mesure... Georges Pompidou n'avait pas le détachement à l'égard des plaisirs*

légers qui font aimer la vie, l'austérité qu'on a prêté au Général jusqu'à l'exagération. C'est vrai qu'il croyait au bonheur, mais jamais il n'a séparé la grandeur de la France et le bonheur des Français... »

Ces portraits sont plus que des exercices de style réussis. Ils sont des analyses originales et profondes de cette période, que ce soit la brève définition du gaullisme qu'il affectionne : un mouvement dont la vocation est de maîtriser la modernité ; les causes superficielles et lointaines de Mai 1968, la description des mouvements quasi insurrectionnels que tant de sociétés dans le monde ont traversés, ou encore le rôle de la prospective dans les affaires de l'État.

Ils tracent aussi, en creux, le portrait de l'auteur lui-même : dépourvu de calcul et de flagornerie, recherchant le meilleur de la fréquentation de ses contemporains sans excuser les fautes, témoignant d'un esprit rigoureux, honnête dans une société trop portée à distinguer la morale et la politique, homme de confiance et de raison, doué d'un réel talent littéraire et d'une vraie culture. Chez lui, le mélange de prudence et d'orgueil caché allié au souci de la vérité inspirent amitié et estime.

Je suis sûr que le lecteur de ces « souvenirs d'Histoire vécue » y trouvera un très grand intérêt, parce qu'on y trouve la marque d'une conscience politique et d'une grande sensibilité aux événements de l'Histoire et à ses concitoyens.

Jérôme MONOD

## AVANT-PROPOS

J'ai choisi, dans ce livre de souvenirs, d'évoquer les années d'établissement et de consolidation de la V<sup>e</sup> République, telles que je les ai vécues, bien que je sois demeuré encore plus d'un quart de siècle dans la vie publique. Il était temps de le faire : ceux qui, dans ces années déjà lointaines, ont exercé des responsabilités vraiment significatives ne sont plus très nombreux parmi nous.

Ce qui m'a semblé le plus intéressant et le plus utile, c'était de mettre l'accent sur les rencontres que j'ai faites de personnages politiques qui furent non seulement des hommes d'État, mais, comme disait Malraux dans une formulation hégélienne, des « hommes de l'Histoire » : le général de Gaulle et Georges Pompidou. J'ai été proche de l'un et de l'autre, intellectuellement, moralement, politiquement. Je les ai admirés et servis. J'ai rencontré d'autres acteurs majeurs de la vie publique, dont les personnalités ne m'ont pas laissé indifférent, sans avoir avec eux le même lien, la même empathie. Ce témoignage que m'ont réclamé des historiens et des amis qui ont vécu la même période est l'objet véritable de ce livre. Jérôme Monod m'avait naguère encouragé à écrire et il a persévéré. La préface attentive et d'une chaleureuse indulgence qu'il a donnée à ces souvenirs est celle d'un ami, mais aussi d'un grand témoin qui a joué, à bien des égards, un rôle important dans la V<sup>e</sup> République, dont il a connu les protagonistes bien au-delà du terme de mon récit. De ces années dont il a fait

mémoire dans un très beau livre<sup>1</sup>, il a été lui-même un acteur passionné mais lucide.

Certains des témoins de ces années, après avoir accompagné le général de Gaulle, se sont plus ou moins insensiblement éloignés de lui, pour faire route avec Georges Pompidou. Ce ne fut pas mon cas. Je n'ai pas songé un seul instant à renier, à estomper mon attachement au Général pour me rapprocher de Georges Pompidou. Ni avant 1968, quand on commençait à spéculer sur leurs divergences, ni en 1968 quand Pompidou apparut pourtant comme un recours, ni après 1968, où des turbulences ébranlèrent des fidélités en stimulant des ambitions.

J'ai toujours cru que ce qui les a rapprochés si tôt et unis si longtemps était bien plus profond et significatif que les différences de tempérament, sinon de comportement qu'il serait absurde de méconnaître. Deux natures antithétiques ? On peut s'y méprendre. Un soldat intransigeant et altier, rêvant d'une France sublimée, et parvenant à incarner un rêve visionnaire, tout en fulgurances, personnage d'épopée... Un universitaire habile et subtil, accoucheur d'une France industrialisée et entreprenante, méfiant à l'égard des beaux mirages ou des illusions héroïques... L'homme de la grandeur de la France, l'homme du bonheur des Français ?

Certes, c'est parce qu'ils furent différents qu'ils purent à la fois se compléter, s'éloigner, se succéder sans risque de parodie ou de pastiche. Mais ils eurent en commun des qualités, des valeurs, des exigences essentielles. L'un et l'autre furent des hommes de caractère, d'énergie, d'autorité forgés pour la lutte et l'action. L'un et l'autre furent des intellectuels, nourris de culture et d'histoire, mais jamais prisonniers des idéologies et des systèmes, pragmatiques dans leurs démarches, enracinés dans le réel.

---

1. *Les Vagues du temps*, Fayard, 2009.

L'un et l'autre avaient en commun une certaine idée, une idée exigeante de la France, de l'État, de la dignité de son service, de la dignité de la vie publique. L'un et l'autre ont cru passionnément que la France est un peuple, un État, une nation, qu'on ne peut séparer ces trois constituants de son identité, que cette conviction est un préalable à la définition du rôle qu'elle doit jouer dans une Europe vaste, libre et solidaire et sans doute à la définition du rôle que chaque partenaire y doit jouer. L'un et l'autre eurent leur part de scepticismes, d'ironies, de pessimisme sur l'Histoire et sur les hommes, leur part d'enthousiasme, d'optimisme créateur, d'indulgente fidélité aux amis.

Ils ont surgi dans l'Histoire, avec préavis de la part du Général et de ses écrits, mais qui le savait ? La réalité de 1940, c'est l'appel prémonitoire mais inouï d'un général inconnu qui porte de façon presque incroyable le nom de la France avant la France, à travers sarcasmes et humiliations. Pour Pompidou, point de préavis, un obscur professeur, à l'écart de la scène médiatique et politicienne, au patronyme presque caricaturalement occitan. Ils entrent en scène à l'improviste. Bien rares sont ceux qui soupçonnent, en 1940 pour l'un, en 1962 pour l'autre, qu'ils portent « la possibilité infinie du destin ».

En l'un et en l'autre, le peuple et la nation se sont reconnus, dans le chevalier de modeste extraction, dans le plébéien de la France profonde. À un moment de chacune de leurs existences, le peuple et la nation les ont choisis sans intermédiaire, et l'Histoire les unit au-delà des péripéties de leurs vies.

Un des grands et nobles soucis de Georges Pompidou a été d'assurer dignement la succession la plus impossible, mais en restant lui-même. Et c'est bien en étant lui-même, et sans dévier du chemin, qu'il a été non pas un épigone, mais un cofondateur. Ainsi fut enracinée la V<sup>e</sup> République.



## LES ENFANTS HUMILIÉS

Je suis entré en politique par la petite porte du militantisme, au printemps 1947. Je venais d'avoir dix-neuf ans. Dès que le général de Gaulle a lancé son appel de Strasbourg, demandant aux Français de se « rassembler sur la France », j'ai adhéré au Rassemblement du peuple français, le RPF, dont j'ai été, à Nîmes où ma famille habitait alors, un des premiers adhérents. En fait, ma conscience politique remonte à 1940, lorsque j'étais pourtant tout enfant, et mon engagement politique est lié de la façon la plus claire, la plus indiscutable, à « l'étrange défaite » dont a parlé Marc Bloch, le grand historien qui en a été sous les armes le témoin stupéfait. Pour moi, un monde s'est brutalement effondré alors que je n'étais encore qu'un gamin profondément et naïvement patriote. La déroute de 1940 a été un événement bouleversant qui a marqué à jamais la vie de plusieurs générations.

En 1939, à tant d'enfants comme moi, à la plupart de nos compatriotes et à beaucoup de gens dans le monde, la France apparaissait à l'évidence comme la plus grande puissance européenne. Elle rayonnait sur un immense empire, avec lequel seule la Grande-Bretagne pouvait rivaliser, et dans nos salles de classe nous rêvions avec fierté, devant les cartes géographiques, sur les taches roses identifiant un peu partout dans le monde nos possessions coloniales. Cette France d'outre-mer était à nos yeux – à mes yeux du moins, mais je crois que ce sentiment était largement partagé –

tutélaire et émancipatrice. Nous étions persuadés, sans être en mesure de relativiser notre optimisme, qu'elle apportait à des peuples encore incapables de maîtriser leur destin la paix, la civilisation, le progrès sous toutes ses formes.

La devise de la République résumait de manière emblématique, pensions-nous, les ambitions d'une nation que sa vocation d'égalité, de liberté et de fraternité appelait à être un modèle universel de démocratie. Les générations qui nous avaient immédiatement précédés avaient vécu dans la même conviction ; de la droite conservatrice à la gauche socialiste, pour paraphraser le général de Gaulle, s'imposait depuis bien des décennies cette « idée de la France ».

Nous étions victimes, comme la grande majorité des Français, de l'illusion trompeuse que la victoire de 1918, acquise au prix de tant de sacrifices, qui nous avait rendu les provinces perdues d'Alsace et de Lorraine, avait durablement consacré la suprématie militaire et renforcé le rayonnement international de notre pays. Nos aînés eux-mêmes étaient loin de mesurer l'effondrement démographique, la perte de substance économique que la Grande Guerre avait coûtés à la France et la tentation du pacifisme et de la résignation à tout prix que l'hécatombe avait inspirée à beaucoup. Les garçons de mon âge étaient bien trop jeunes pour comprendre – tant de leurs aînés ne le comprirent pas – combien la réoccupation de la Rhénanie et les accords de Munich étaient lourds de menaces.

Pour notre patriotisme juvénile, l'armée française était invincible, et le slogan : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », qui a suscité ensuite tant d'amère dérision, emportait notre intime conviction. Mon professeur de sixième m'avait assuré que les Allemands assignaient au bonheur une terre d'élection dans leurs proverbes : « Heureux comme Dieu en France », et j'étais naturellement satisfait et fier d'avoir eu la chance d'être si bien né, dans un pays si clairement élu par la Providence, enraciné dans une telle Histoire et qui, ayant surmonté de

telles épreuves, pouvait s'avancer vers l'avenir avec tant de confiance en soi et d'espérance.

Il a suffi de deux mois dramatiques, en mai et juin 1940, pour que ce rêve s'anéantisse. Ceux qui ont vécu cela ne s'en sont jamais consolés, et cela a marqué définitivement leur vie. J'avais onze ans au début de la guerre, seize ans à la Libération. Je n'avais alors participé à aucune des grandes actions périlleuses et exaltantes de la guerre et n'avais vécu directement aucun de ses drames majeurs. J'avais fait partie de la génération des « enfants humiliés », comme je l'ai écrit, me souvenant de Bernanos, dans une revue gaulliste<sup>1</sup> pour le dixième anniversaire du 18 juin 1940.

Que mon gaullisme soit né de l'été 1940, c'est pour moi une absolue certitude, alors qu'à l'époque – je venais d'avoir douze ans – j'ai totalement ignoré l'appel du 18 Juin, comme la presque totalité des Français. Je n'ai guère entendu parler du Général dans ma famille avant 1941, si ce n'est 1942, lorsqu'une de mes très proches cousines, antinazie résolue qui aidait à cacher des juifs, m'a parlé de lui avec ferveur, et avant que mon meilleur camarade de classe commence à distribuer des tracts de la Résistance.

Mes parents étaient des gens extrêmement paisibles, bons patriotes mais plus enclins à la résignation qu'à la révolte, bons citoyens mais peu impliqués dans la vie publique. Ils n'ont jamais été à ma connaissance approchés par la Résistance qui, d'ailleurs, les aurait jugés inutiles ou dangereusement inaptes à une action clandestine.

Ma mère était angliciste et anglophile. Elle avait fait une partie de ses études à Oxford. Elle en avait gardé un goût profond et un peu nostalgique pour la culture et la civilisation britanniques. Elle nous faisait écouter la radio anglaise, avec des précautions à l'égard des voisins. Je crois que la

---

1. « Les enfants humiliés », *Liberté de l'esprit*, n° 11-12, juin-juillet 1950.

France Libre lui était *a priori* sympathique parce qu'elle était à Londres.

Mon père était un intellectuel pur, enraciné dans la culture gréco-latine. Il pouvait parler admirablement d'Antigone et de Créon, mais s'il aurait détesté être Créon, il lui aurait semblé ridiculement immodeste de s'imaginer en Antigone. Le nazisme l'avait précocement épouvanté. Comme nombre de Français de sa génération, il avait étudié l'allemand, et je me souviens – cela m'avait frappé – de l'horreur avec laquelle, avant guerre, il avait entendu sur Radio-Berlin les discours que hurlait Hitler. Il disait à ma mère, anxieuse elle-même de le voir si bouleversé, que ces diatribes étaient le présage de grands malheurs. Ce modéré, pas modérément républicain, était un esprit très ouvert et profondément tolérant. J'ai observé que les amitiés du lycée de Montpellier auxquelles il était resté attaché étaient celles d'hommes de gauche, tels Vincent Badie, député de l'Hérault, au nombre des quatre-vingts qui refusèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, et qui fut déporté à Dachau, ou André Chamson, militant de gauche, compagnon de Malraux à la brigade Alsace-Lorraine, académicien dont il m'a fait lire les livres. J'ai rencontré l'un et l'autre plus tard.

Au lycée de Moulins, ma ville natale, où cet agrégé de lettres classiques commença sa carrière, il avait lié des amitiés éclectiques avec deux agrégés de philosophie bien différents. Le marxiste Georges Politzer qui lui avait dédié un livre dont l'humour prit bien des années plus tard une terrible connotation : « À Henri Poujade, mon camarade de chaîne au bagnon de Moulins. » En 1942, il fut fusillé par les Allemands. L'autre philosophe était l'illustre écrivain chrétien Jean Guitton qui m'a dit un jour en riant : « Sachez, monsieur le ministre, que je vous ai tenu autrefois sur mes genoux alors que vous n'étiez guère éloquent. »

Mon père avait gardé de sa jeunesse une méfiance prolongée à l'égard des généraux. Né à Noël 1898, il avait

échappé d'extrême justesse à la grande hécatombe et il était peu acquis à l'idée de voir la France gouvernée par un militaire, qu'il fût maréchal ou général, mais je l'ai persuadé de voter de Gaulle en 1958. Sa conviction était, dès 1942 – elle datait aussi de 1918 –, que seuls les Américains libéreraient la France.

Au-delà de la nostalgie de n'avoir pas participé à l'épopée, j'étais en 1945 habité par deux exigences, qui constituaient un socle de convictions politiques. La première était le refus du régime d'assemblée dans lequel je résumais la III<sup>e</sup> République, et que je tenais – non sans injustice car ce sont tout de même les généraux qui gagnent et perdent les guerres ! – pour le responsable majeur d'une paralysie nationale ayant conduit le pays à l'inertie, à l'aboulie et à la défaite. La seconde exigence, corollaire de la première, était la nécessité de changer profondément les institutions. C'est ce que proposait le général de Gaulle, et c'est bien vers le réformateur, celui qui pouvait incarner et conduire une république moderne, que je me suis tourné sans hésiter quand je n'avais pas vingt ans. Le mouvement lancé par le Général réunit très vite des centaines de milliers d'adhérents et donna l'impression trompeuse d'un élan irrésistible. J'ai vécu avec un enthousiasme prématuré la surprise des élections municipales de 1947 où le RPF triompha dans les grandes villes, de Paris à Marseille, de Lille à Strasbourg. Nous avons pu croire alors à un proche retour au pouvoir du Général. Le climat de troubles sociaux et de violence quasi insurrectionnelle entretenu à l'automne de 1947 par le Parti communiste paraissait le prélude d'une guerre civile. Nous étions partagés entre la crainte de la réédition en France d'un « coup de Prague » et le rêve de voir le Général surgissant au secours du régime déstabilisé et redressant l'État.

J'étais alors en classe préparatoire à l'École normale supérieure au lycée de Montpellier. Mon maître, Aristide

Bocognano, helléniste et latiniste à qui je dois beaucoup, disait aux « khâgneux » des promotions suivantes :

— Messieurs, si vous voulez entrer rue d'Ulm, faites comme Peyrefitte et Poujade : lisez *Le Figaro* le matin et *Le Monde* le soir !

Nous avions tout de même, pour réussir au concours, lu un peu plus que ces deux quotidiens ! J'avais songé à l'École nationale de la France d'outre-mer (Enfom), imaginant, en admirateur de Lyautey et du colonel Lawrence, que nous pourrions conduire nos colonies vers une émancipation qui maintiendrait leurs liens avec la France dans une sorte de Commonwealth. Mon père, qui n'y croyait pas un seul instant, me dit – et c'était prémonitoire, eu égard au sort des moins chanceux des dernières promotions de l'Enfom :

— Tu finiras administrateur civil au ministère des Anciens Combattants !...

Je me décidai à suivre sa voie d'universitaire. J'étais déjà un militant du RPF lorsque je suis entré à l'École normale supérieure à ma première tentative, en 1948. L'école de la rue d'Ulm que j'ai connue il y a soixante ans a été un peu modernisée depuis, sans que son architecture générale ait été bouleversée et surtout sans qu'ait disparu sa façade séculaire évoquant fièrement la Convention nationale qui l'a fondée en 1794. Ma promotion a été une des toutes dernières à connaître le décor fruste et austère où avaient vécu Pasteur, Lavoisier et, plus près de nous, Pompidou, Sartre ou Aron : les tables de marbre sans âge et les bancs de bois du réfectoire, le bruyant escalier de bois qui conduisait aux étages, les « turnes » où l'on s'entassait à quatre, meublées comme les écoles primaires du temps de Jules Ferry, les dortoirs cloisonnés à hauteur d'homme. L'atmosphère y était chaleureuse et conviviale car la vie y était alors vraiment collective. Les « conscrits », comme on les appelait, subissaient des anciens, plutôt de bon gré, des brimades nocturnes qui duraient deux semaines, parfois spirituelles, parfois presque brutales et qui paraîtraient aujourd'hui

scandaleuses et illicites, des descentes aux catacombes à l'embarquement des novices, vêtus d'un seul pyjama et d'une couverture, dans des trains internationaux, ou à leur débarquement, aussi simplement vêtus, dans les forêts proches de Paris.

Par une tradition presque immémoriale, les normaliens étaient ou se voulaient majoritairement à gauche, et le Parti communiste, seule force politique vraiment organisée rue d'Ulm, s'efforçait d'y tenir le haut du pavé, sous la tutelle du philosophe marxiste Althusser, véritable gourou, personnage légendaire qui, avant de sombrer dans une tragique dérive, y exerçait un magistère incontesté. Le moins que l'on puisse dire est que les gaullistes étaient dans la maison extrêmement rares et y faisaient figure de curiosités un peu tératologiques. Nous n'étions que deux normaliens, Jean Charbonnel et moi, à nous réclamer ouvertement du général de Gaulle en passant d'ailleurs pour des illuminés, comme l'a écrit plus tard, dans des souvenirs pleins d'humour, mon ami et camarade d'école Emmanuel Le Roy-Ladurie, grand historien, qui vivait alors une brève lune de miel à l'extrême gauche. Les plus indulgents voulaient voir dans notre engagement l'affichage d'une originalité provocante, les moins tolérants le témoignage d'une navrante immaturité idéologique. Nous avons suscité un peu de stupeur ironique, pour ne pas dire de scandale, en faisant venir à l'école des conférenciers insolites en ce lieu tels qu'Edmond Michelet ou Raymond Aron, qui d'ailleurs n'y firent pas recette.